



Journée internationale de lutte contre les LGBTIphobies

Communiqué de presse – Dimanche 17 mai 2020

Aujourd'hui, nous sommes le 17 mai, journée internationale de lutte contre les LGBTIphobies. En France, en Europe et partout dans le monde, les personnes LGBTI+ sont discriminées en droit, violentées verbalement et physiquement, et parfois même tuées en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Nous ne pouvons pas détourner nos regards de cette situation alarmante qui oscille entre reculs et inertie. La criminalisation des personnes LGBTI+ dans le monde reste encore actuelle et tend malheureusement à s'accroître dans certains Etats devenant de plus en plus répressifs et insécuritaires. La France doit se montrer exemplaire, et doit prouver que les droits humains priment sur toute autre considération.

La crise du coronavirus a été particulièrement atroce pour les personnes LGBTI+, qui ont notamment subi des violences intrafamiliales, sans pouvoir fuir ailleurs, comme l'a souligné Michelle Bachelet, Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU. Ces violences pendant la période de confinement ont eu des conséquences encore dramatiques chez les jeunes LGBTI+ dont certain·e·s ont été rejeté·e·s du domicile familial les menant à une précarisation extrême.

Actuellement dans le monde, les personnes LGBTI+ connaissent des vagues d'outing et de LGBTIphobies pour notamment servir de boucs émissaires à la crise sanitaire du Covid19, comme cela est le cas au Maroc et en Corée du sud.

Dans l'Union européenne, deux Etats attaquent les droits des personnes LGBTI+. En Hongrie, Victor Orbán a profité de la crise sanitaire pour faire voter une loi mettant fin à la reconnaissance des personnes trans. En Pologne, des zones « sans personnes LGBTI+ » sont mises en place. L'effectivité des droits passe par l'aptitude à sanctionner sa violation ! Réveillons-nous, ayons de l'audace ! Parallèlement, la France et l'Union européenne doivent garantir une protection accrue des personnes LGBTI+, notamment par la facilitation de l'obtention du statut de réfugié.

En France, les injures et agressions LGBTIphobes ont augmenté de 36 % l'année dernière par rapport à l'année précédente. Ces données dessinent une hausse continue de ces crimes et délits. Nous rappelons aussi à la majorité qu'elle s'est engagée sur l'ouverture de la PMA pour tou·te·s, et que les reports successifs de l'examen du texte sur la loi bioéthique, outre d'être absolument scandaleux, font augmenter d'autant les actes lesbophobes et plus largement les actes LGBTIphobes. Bon nombre des premières dispositions de ce projet de loi maintiennent voire créent de nouvelles discriminations uniquement en raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre (procédures de filiation différentes, exclusion des personnes trans à l'ouverture de la PMA, non remboursement de la PMA, la non-interdiction des mutilations des personnes intersexes, etc.).

Les discours de bonnes intentions s'enchaînent mais ne se traduisent malheureusement pas en actes. Cette situation ne peut perdurer sans réponse des pouvoirs exécutif et législatif ainsi que de l'autorité judiciaire. Ces manquements ont d'ailleurs été souligné par le Rainbow Index de l'ILGA-Europe qui classe les pays en fonction des droits et des libertés accordés aux personnes LGBTI+, et où la France a dégringolé dans le classement passant à la 13ème place ne remplissant que 56% des critères.

En 2020, les LGBTIphobies sont là, elles frappent partout et tuent !
